

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

**CHARTRE D'ÉTHIQUE
ET DE DÉONTOLOGIE
PROFESSIONNELLES**

**Adoptée par l'Assemblée plénière du Conseil,
réunie en session ordinaire le 30 mars 2022**

AVRIL 2022

Prépambule

Partant des fondements et principes inscrits dans la Constitution algérienne, notamment ceux érigeant le Conseil National Economique, Social et Environnemental comme organisme consultatif auprès du Président de la République, et cadre de dialogue, de consultation, de proposition, de prospective et d'analyse dans les domaines économique, social et environnemental, ainsi qu'un espace de participation de la société civile à la concertation nationale sur les politiques de développement économique, social et environnemental, dans le cadre du développement durable visant à assurer la pérennité du dialogue et de la concertation entre les partenaires économiques et sociaux nationaux ;

Compte tenu des missions confiées au Conseil, qui ont été confirmées dans les dispositions du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada El Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021, portant composition et fonctionnement du Conseil national économique, social et environnemental, notamment celles concernant la participation à la promotion des domaines économique, social et environnemental à travers l'élaboration des rapports d'études et des avis, ainsi que l'évaluation et l'étude des questions d'intérêt national dans les domaines économique, social, environnemental, de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur et la présentation de propositions et de recommandations au gouvernement à cet égard ;

Considérant que les membres du Conseil représentent l'élite de toutes les franges du peuple algérien, qu'ils aient été désignés par le Président de la république en tant qu' « intuitu personae », ou soigneusement sélectionnés en fonction des critères de compétence et d'excellence parmi les candidats des organisations professionnelles, du patronat, des associations de la société civile, de la communauté nationale à l'étranger, ainsi que des administrations, des organismes et des institutions de l'État, qui assument la responsabilité de représenter leurs organismes et organisations de la meilleure façon qui soit, de concrétiser les objectifs et les missions du Conseil et d'atteindre la place escomptée pour cet important et stratégique organisme constitutionnel;

La présente charte constitue un accord collectif sur l'ensemble des principes, des comportements et des pratiques dont les membres du Conseil doivent faire preuve en vertu de leur qualité de membre et lors de l'exercice de leurs fonctions, ainsi que tous les partenaires coopérants des personnalités participantes et experts contractants aux différents travaux et activités du Conseil, et ce, en concrétisation des dispositions de l'article 42 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Joumada Al-Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé,

À cet égard, cette Charte constitue un code de bonne conduite. Elle a pour effet de promouvoir l'esprit de responsabilité confiée aux membres du Conseil, à travers l'engagement d'éthique noble et de déontologie professionnelle supérieure, et la perception des comportements qui correspondent à leurs statut, missions et rôles. Elle vise également à fournir des moyens permettant de tirer profit de leurs compétences et de leurs capacités.

En outre, les principes de base autour desquels s'articule la présente Charte visent à atteindre le même objectif, qui est de permettre à chaque membre de contribuer à l'accomplissement de ses missions, de manière à assurer la qualité et l'efficacité du rôle consultatif assigné au Conseil.

De plus, le respect des clauses de cette Charte est une obligation pour tous, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du lieu de travail. La présente Charte sert de guide aux membres du Conseil en mettant en exergue les principes éthiques de base et les normes de conduite auxquelles

ils doivent se conformer dans leurs décisions et leurs comportements, au cours et en dehors de l'accomplissement des missions liées à leur mandat au sein du Conseil.

Vu ce qui précède, les membres du Conseil s'engagent à :

1- Prestation de serment

-Tout membre doit, dès sa nomination au Conseil, prêter le serment stipulé à l'article 18 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 jourmada El-Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, et s'y conformer tout au long de son mandat, et ce, en séance publique lors de l'Assemblée plénière qui suit sa nomination, selon le texte ci-après :

"أقسم بالله العليّ العظيم أن أقوم بمهامي وواجباتي بكلّ أمانة وشرف وحياد. كما أتعهد بالالتزام، بكلّ مسؤولية، بكلّ التصوص القانونية لاسيما تلك الخاصة بالمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، وأن أحافظ على السر المهني وأعمل بكل إخلاص ولن أدخر أيّ جهد لتسخير معارفي وكفاءاتي في سبيل تحقيق أهداف المجلس، خدمة للجزائر ولشعبها. والله على ما أقول شهيد"

"Je jure devant Allah, le Très-Haut, le Grand, d'accomplir mes fonctions et obligations en toute honnêteté, honneur et impartialité. Je m'engage également à respecter, en toute responsabilité, tous les textes légaux, notamment ceux du Conseil National Economique, Social et Environnemental, à préserver le secret professionnel et à travailler en toute sincérité et n'épargnerai aucun effort visant à mettre à profit mes connaissances et mes compétences pour atteindre les objectifs du Conseil, au service de l'Algérie et de son peuple. Allah m'en est témoin."

2- Assiduité et présence aux travaux et aux commissions du Conseil

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret présidentiel n° 21-37 du 22 Jourmada El-Oula 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé, et conformément aux procédures établies dans le règlement intérieur du Conseil, le membre est tenu de faire preuve d'assiduité en assistant aux travaux et aux réunions des commissions du Conseil, sauf en cas d'extrême nécessité et sous réserve d'une autorisation délivrée par le Président du Conseil.

3- Déclaration des cas d'incompatibilité avec la qualité de membre

- le membre du Conseil s'engage à ne solliciter aucun poste administratif au sein de l'administration du Conseil.
- le membre du Conseil doit s'abstenir d'exercer une fonction au sein des organes de direction d'un parti politique, une fonction gouvernementale, une fonction électorale ou une fonction de représentation au sein de plus de deux (2) conseils ou organes directeurs ou d'orientation relevant du secteur public. Toute activité de ce type doit être signalée volontairement et personnellement.
- Le membre du Conseil doit déclarer sa candidature à toutes les fonctions pour lesquelles il peut se présenter et qui sont incompatibles avec la qualité de membre du Conseil énoncée aux articles 9, 10 et 19 du décret présidentiel n°21-37 du 22 Jourmada El-Oula, 1442 correspondant au 6 janvier 2021 susvisé.
- le membre est tenu de notifier, volontairement et personnellement, toute incompatibilité de sa qualité de membre, y compris la mise en fin de leurs fonctions ou la cessation d'adhésion aux organisations et associations en vertu desquelles il a été nommé.

4- Respect du secret professionnel et obligation de réserve

- Le membre doit respecter l'obligation de confidentialité qui lui est imposée par la qualité de membre du Conseil. Il lui est interdit le détournement, vers des tiers, de faits ou

d'informations classées confidentielles portées à sa connaissance ou auxquelles il a eu accès dans le cadre des activités du Conseil.

- Le membre s'engage à ne pas divulguer, ou permettre l'accès non autorisé à des tiers, au contenu de tout document, fait ou information, dont il a connaissance ou qu'il détient dans l'exercice de ses fonctions, en dehors des nécessités de service.

- le membre est tenu de respecter la réputation de l'institution et la dignité de ses membres, notamment lorsqu'il présente sa qualité de membre à l'occasion de ses interventions publiques, contributions ou publications. Le membre doit s'abstenir de toute déclaration au nom du Conseil sans l'autorisation du président du Conseil qui, lui seul, est légalement habilité à proclamer le nom du Conseil, conformément aux dispositions du décret présidentiel susvisé et du règlement intérieur.

- Sauf cas expressément prévus par la législation et la réglementation en vigueur ; le membre du Conseil ne peut être délié du secret professionnel qu'après autorisation écrite.

Le membre s'engage à ne pas utiliser la qualité de membre du Conseil à des fins de propagande électorale ou partisane ou à des fins personnelles de quelque nature que ce soit.

- Toute production intellectuelle doit être soumise à un test de « plagiat scientifique » avant validation scientifique.

- L'engagement à cette obligation se poursuit même après la fin du mandat, lequel est fixé à trois (3) ans, conformément au décret présidentiel n° 21-37 susvisé.

5- Responsabilité, compétence individuelle et qualité de travail

- Les notions de responsabilité et de compétence sont complémentaires, et se renforcent grâce à une gestion participative et respectueuse. Ainsi, la compétence du membre doit se conformer à l'esprit de responsabilité et d'indépendance lors de l'exercice de son mandat au sein du Conseil.

- L'obligation du membre à accomplir ses missions, en toute responsabilité, lui impose de ne s'approprier, à quelque titre que ce soit, aucun intérêt susceptible de porter atteinte à son indépendance ou de constituer un obstacle à l'accomplissement normal de sa mission.

- Le membre s'engage personnellement à exercer ses fonctions, conformément au principe de responsabilité et compétence individuelles, et à consacrer son expertise, son expérience et son habileté à fournir au Conseil un travail de qualité.

- Le membre s'engage à fournir davantage d'efforts et d'attention, à œuvrer à atteindre les normes de qualité dans le travail qui lui est confié, et à s'appuyer dans ses recommandations sur l'analyse objective.

- Le membre œuvre à développer la qualité du service rendu, et à se tenir à l'écart de toute forme de plagiat, littéraire et scientifique, quelle qu'en soit la nature et le domaine.

- Le membre doit saisir toute opportunité pour maintenir l'excellence et développer les connaissances, le savoir-faire et les compétences, tout comme il doit s'imprégner des qualifications et compétences de son équipe de travail, et n'épargner aucune information ou habileté de nature à développer le travail et la performance de l'équipe.

6- Engagement de continuité dans l'exercice de ses fonctions de membre

- Le membre doit exercer ses fonctions de façon permanente et continue pour assurer la continuité du travail,

- Le membre s'engage à éviter tout comportement ou omission pouvant conduire à retarder, entraver, ou suspendre les travaux du Conseil, ou même affecter ses décisions ou l'exercice de ses fonctions.

7- Proscription de l'abus de fonction et prévention des conflits d'intérêts

Le membre du Conseil est tenu de s'abstenir de :

- Exprimer ou d'imposer des opinions politiques ou idéologiques au sein du Conseil, et de s'engager à faire preuve d'objectivité dans les diverses situations et tout ce qui a trait aux tâches qui lui sont confiées.
- Utiliser la qualité d'affilié au Conseil ou le poste à des fins autres que celles relevant de l'exercice de ses fonctions.
- Exécuter un travail ou des tâches qui donnent l'impression d'un conflit d'intérêts.
- Accepter des présents ou des services, de toute personne, de telle sorte à ~~(lui)~~ imposer une obligation quelconque ou impacter directement ou indirectement l'objectivité de l'exercice des fonctions, influencer les décisions ou contraindre de s'engager à quelque chose en contrepartie de son acceptation.

8- Engagement d'intégrité et de transparence

- En tout état de cause, le membre doit adopter une attitude décente et respectueuse.
- Le membre est tenu de rejeter la corruption sous toutes ses formes, et tous les cas de conflits d'intérêts, ou autre comportement qui ne convient pas à la réputation du Conseil.
- Le membre est tenu de considérer les engagements liés au Conseil en dessus des intérêts personnels.

9- Préservation de la réputation du Conseil et adhésion aux règles de déférence des personnes et de l'institution :

Le membre du Conseil s'engage à ce qui suit:

- S'abstenir de discréditer la réputation et la crédibilité du Conseil.
- Eviter toute attitude déshonorante, indécente et contraire aux bonnes mœurs, et respecter autrui.
- respecter tout un chacun et à agir avec courtoisie, sagesse, objectivité, neutralité et impartialité, en s'adressant verbalement aux autres, conformément aux exigences des coutumes et mœurs professionnelles.
- Faire preuve de politesse dans ses rapports avec les autres, lors de l'exercice de la fonction.
- S'abstenir de discréditer autrui personnellement ou professionnellement, en émettant des remarques écrites ou verbales les concernant, sans fournir de preuve à cet effet, ou en dénigrant leur réputation, expérience et compétence.
- Respecter les droits d'autrui dans une atmosphère exempte de discrimination, d'harcèlement, d'intimidation, de violence et de langage inapproprié.
- Traiter avec les autres, partager leurs opinions avec professionnalisme et leur fournir de l'aide, dans la mesure du possible, pour résoudre les problèmes qu'ils peuvent confronter.
- Consacrer l'esprit de travail collectif et concerté dans le cadre des valeurs éthiques stipulées par la présente Charte.

10- Coordination entre les membres, le personnel et les employés du Conseil :

- Conformément à la législation en vigueur, le membre s'engage à la coordination, le travail et la collaboration avec les cadres et employés du Conseil dans une

atmosphère de respect mutuel, d'appréciation fraternelle et d'intégration professionnelle.

- Aucune discrimination ne peut être faite entre les membres, les cadres et les employés du Conseil en raison de leurs opinions, leur genre, leur origine ou leurs conditions personnelles ou sociales.

11- Préservation des biens et patrimoine de l'Etat, de la santé publique et de l'hygiène

- Les biens du Conseil doivent être préservés dans le cadre de l'exercice des fonctions, quelle que soit leur nature.
- Les fonctions doivent être exécutées d'une manière à assurer la sécurité du lieu de travail ainsi que la sécurité de tous.

12- Intégrité et confidentialité des données et des systèmes d'information

- Le membre du Conseil, habilité à accéder aux données d'information, est tenu de respecter la confidentialité. Il ne peut en faire usage que dans les limites des fonctions qui lui sont confiées, et dans la mesure qu'exige la nécessité du service.
- Toute divulgation illicite d'informations ou de fichiers électroniques est interdite. L'accès au système d'information doit être sécurisé et les codes d'accès au système doivent demeurer confidentiels, personnels et non divulgués pour quelque raison que ce soit.
- Il est interdit de divulguer des informations, quelle qu'en soit la nature, via les réseaux sociaux.

Fait à Alger, le 25 Ramadhan 1443 correspondant au 26 avril 2022.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي

ميثاق أخلاقيات وأدبيات المهنة

المصادق عليه من طرف الجمعية العامة، المجتمعة
في دورتها العادية والمنعقدة بتاريخ 30 مارس 2022

أبريل 2022

الديباجة

انطلاقاً من الأسس والمبادئ التي تضمنها الدستور الجزائري، لاسيما تلك التي كرست أن المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي هيئة استشارية لدى السيد رئيس الجمهورية، واعتباره إطاراً للحوار والتشاور والاقتراح والاستشراف والتحليل في المجالات الاقتصادية والاجتماعية والبيئية، وفضاء لمشاركة المجتمع المدني في التشاور الوطني حول سياسات التنمية الاقتصادية والاجتماعية والبيئية في إطار التنمية المستدامة لضمان ديمومة الحوار والتشاور بين الشركاء الاقتصاديين والاجتماعيين الوطنيين،

واستناداً إلى المهام الموكلة للمجلس، والتي تمّ تأكيدها في أحكام المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 المتضمن تشكيلة المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي وسيره، لاسيما تلك المتعلقة بالمساهمة في ترقية المجال الاقتصادي والاجتماعي والبيئي من خلال الدراسات والتقارير والآراء، وكذا تقييم المسائل ذات المصلحة الوطنية في المجال الاقتصادي والاجتماعي والبيئي والتربوي والتكويني والتعليم العالي ودراساتها، وتقديم الاقتراحات والتوصيات للحكومة بهذا الخصوص،

واعتباراً بأن أعضاء المجلس يمثلون نخبة من كل أطراف الشعب الجزائري، سواء الذين تمّ تعيينهم من طرف السيد رئيس الجمهورية لاعتبارهم الشخصي بصفة "شخصيات مؤهلة" أو الذين تمّ اختيارهم بعناية وفق معايير الكفاءة والتميز من بين مرشحي المنظمات المهنية وأرباب العمل وجمعيات المجتمع المدني والجالية الوطنية بالخارج وإدارات الدولة وهيئاتها ومؤسساتها، يقع على مسؤوليتهم تمثيل هيئاتهم ومنظماتهم أحسن تمثيل، وتجسيد أهداف المجلس ومهامه وتحقيق المكانة المرجوة لهذه الهيئة الدستورية الهامة والاستراتيجية،

يأتي هذا الميثاق، بمثابة اتفاق جماعي لجملة المبادئ والسلوكيات والممارسات التي يجب أن يتحلى بها أعضاء المجلس بحكم عضويتهم وحين أداء مهامهم، وكل الشركاء المتعاونين من الشخصيات المشاركة والخبراء المتعاقدين في مختلف أعمال وأنشطة المجلس، وهذا تجسيدا لأحكام المادة 42 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 المشار إليه آنفاً.

في هذا الصدد، يعتبر هذا الميثاق قانوناً لحسن السلوك، حيث يرتقي بروح المسؤولية الملقاة على عاتق أعضاء المجلس، من خلال الالتزام بالآداب الراقية والأخلاق المهنية السامية

وإدراك السلوكيات التي تتوافق مع مكانتهم ومهامهم وأدوارهم، ويهدف إلى توفير سبل تساعد على الاستفادة من كفاءتهم وقدراتهم.

إضافة إلى ذلك، تستهدف المبادئ الأساسية، والتي يتمحور حولها هذا الميثاق، الوصول إلى نفس الغاية، والمتمثلة في تمكين كل عضو من المساهمة في تأدية مهامه، بما يضمن الجودة والفعالية في القيام بالدور المنوط بالمجلس.

كما أن الالتزام بنود هذا الميثاق يعتبر واجبا على الجميع داخل أماكن العمل وخارجها، ويعدّ بمثابة دليل لأعضاء المجلس يظهّر المبادئ الأساسية الأخلاقية، ومعايير السلوك التي يتعيّن عليهم الاسترشاد بها فيما يصدر عنهم من قرارات وسلوكيات، خلال أدائهم لمهامهم المرتبطة بعضويتهم في المجلس وخارج ذلك.

ووفقا لما سبق، يلتزم أعضاء المجلس بما يلي:

1- أداء اليمين:

- يلتزم كل عضو، فور تعيينه بالمجلس، بأداء اليمين المنصوص عليها في المادة 18 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 المذكور أعلاه، والالتزام بها طول عهده، وذلك في جلسة علنية خلال الجمعية العامة التالية لتعيينه حسب النص الآتي:

” أقسم بالله العليّ العظيم أن أقوم بمهامي وواجباتي بكلّ أمانة وشرف وحياد. كما أتعهد بالالتزام، بكلّ مسؤولية، بكلّ النصوص القانونية لاسيما تلك الخاصة بالمجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، وأن أحافظ على السرّ المهني وأعمل بكل إخلاص ولن أدخر أيّ جهد لتسخير معارفي وكفاءاتي في سبيل تحقيق أهداف المجلس، خدمة للجزائر ولشعبها. والله على ما أقول شهيد”.

2- الالتزام بالمواظبة والحضور لأشغال ولجان المجلس:

يلتزم العضو بالمواظبة والحضور الإجمالي لأشغال ولجان المجلس، إلا في حالة الضرورة القصوى وبترخيص من رئيس المجلس، طبقا لأحكام المادة 19 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 المذكور أعلاه، وطبقا للإجراءات المحددة في النظام الداخلي للمجلس.

3- الإخطار بحالات تنافي العضوية بالمجلس:

- يلتزم عضو المجلس بعدم طلب شغل أي منصب إداري ضمن إدارة المجلس ،
- يمتنع العضو عن ممارسة أي وظيفة في الأجهزة القيادية للأحزاب السياسية أو وظيفة حكومية أو وظيفة انتخابية أو وظيفة تمثيلية في أكثر من مجلسين (2) أو هيئتين مديرتين أو توجيهييتين ، تابعتين للقطاع العمومي ، ويتم التبليغ إراديا وذاتيا عن أي نشاط من هذا القبيل ،
- يجب على عضو المجلس التصريح بالترشح لكل الوظائف التي يمكنه الترشح لها والتي تشكل تنافيا مع صفة العضوية في المجلس المنصوص عليها في المواد 9 و10 و19 من المرسوم الرئاسي رقم 21-37 المؤرخ في 22 جمادى الأولى عام 1442 الموافق 6 جانفي سنة 2021 المشار إليه آنفا ،
- يلتزم العضو ، بالإخطار إراديا وذاتيا ، عن أي تناف لعضويته ، بما في ذلك إنهاء مهامه أو سقوط عضويته من المنظمات والجمعيات التي عين بموجبها .

4- الالتزام بالسّر المهني وواجب التحفظ:

- يتعيّن على العضو الالتزام بواجب السرية الذي تلزمه به صفة العضوية في المجلس ، حيث يمنع التسريب إلى الغير ، الوقائع أو المعلومات المصنفة ضمن المعلومات المكتومة التي رفعت إلى علمه أو اطلع عليها في إطار نشاط المجلس ،
- يلتزم العضو بعدم الكشف أو السماح باطلاع غير المعنيين على محتوى أي وثيقة أو عمل أو معلومة يعرفها أو بحوزته بمناسبة ممارسة مهامه ، ماعدا ضرورات الخدمة ،
- يلتزم العضو بمراعاة احترام سمعة المؤسسة وكرامة أعضائها خصوصا عند استظهار صفة عضويته بمناسبة تدخلاته العلنية ، أو مساهماته أو منشوراته ، على أن يمتنع عن أي تصريح باسم المجلس دون ترخيص من رئيس المجلس الذي يخول له وحده قانونا التصريح باسم المجلس وفقا لأحكام المرسوم الرئاسي السالف الذكر والنظام الداخلي ،
- لا يمكن الإعفاء من السّر المهني إلا بعد موافقة كتابية ، ما عدا الحالات المنصوص عليها صراحة في التشريع والتنظيم المعمول بهما ،

- يلتزم العضو بعدم استعمال صفة منتسب للمجلس للدعاية الانتخابية أو الحزبية أو الأغراض الشخصية مهما كان نوعها،
- يجب عرض كل إنتاج فكري على اختبار "السرقة العلمية" قبل المصادقة العلمية،
- يستمر الالتزام بهذا الواجب حتى بعد انتهاء العهدة.

5- المسؤولية والكفاءة الفردية واستهداف النوعية في العمل:

- إن مفهومي المسؤولية والكفاءة متكاملان، ويتعززان بفضل التسيير القائم على التشاركية والاحترام، وعليه يجب أن تتطابق كفاءة العضو وروح المسؤولية والاستقلالية أثناء ممارسة عهده بالمجلس،
- تفرض إلزامية تأدية المهام بكل مسؤولية على العضو عدم امتلاكه، بأي صفة من الصفات، مصالح من شأنها أن تؤثر في استقلاليته أو تشكل عائقا للقيام بمهمته بصفة عادية،
- يلتزم العضو بتنفيذ واجباته التزاما شخويا بناء على مبدأ المسؤولية والكفاءة الفردية وتكريس خبرته وتجربته ومهارته لتقديم ما هو نوعي وذو جودة للمجلس،
- يلتزم العضو ببذل المزيد من الجهد والاهتمام والسعي لتحقيق معايير الجودة في العمل المنوط به، والاعتماد في توصياته على التحليل الموضوعي،
- يعمل العضو على تطوير نوعية الخدمة المقدمة، والابتعاد عن كل أشكال السرقة الأدبية والعلمية مهما كان نوعها ومجالها،
- يستغل العضو كل فرصة للمحافظة على التميز وتنمية المعارف والمهارات والكفاءات وكذا الإلمام بمهارات فريق عمله وكفاءاته، وعدم ادخار أي معلومة أو مهارة من شأنها تطوير العمل وأداء الفريق.

6- الالتزام بالاستمرارية في القيام بمهامه كعضو:

- يجب على العضو الالتزام بالقيام بواجباته بصفة دائمة ومستمرة لضمان استمرارية العمل،
- يلتزم العضو بعدم القيام بأي تصرف أو تقصير قد يؤدي إلى تأخير أشغال المجلس أو شلها أو إيقافها، أو يؤثر في قراراته أو أدائه لواجباته.

7- عدم استغلال المنصب والالتزام بتجنب تعارض المصالح:

يلتزم عضو المجلس بالامتناع عن:

- إبداء الآراء السياسية أو الإيديولوجية أو فرضها داخل المجلس، والالتزام بالموضوعية في مختلف المواقف، وما يمتّ بأيّ صلة للمهام الموكلة إليه،
- استعمال صفة المنتسب للمجلس أو المنصب لأغراض أخرى غير تلك التي تدخل ضمن ممارسة المهام،
- القيام بأية أعمال أو مهام تعطي انطبعا بوجود تعارض في المصالح،
- قبول أية هدايا أو خدمات من أي شخص تُجبر على أيّ التزام أو يكون لها تأثير مباشر أو غير مباشر على الموضوعية في أداء المهام أو من شأنها التأثير في القرارات أو الاضطرار للالتزام بشيء ما مقابل قبولها.

8- الالتزام بالنزاهة والشفافية:

- لتزم العضو في كل الأحوال بسلوك لائق ومحترم،
- يلتزم العضو برفض الفساد بجميع أشكاله، وجميع حالات تضارب المصالح أو غيرها من السلوكيات التي لا تليق بسمعة المجلس،
- يلتزم العضو بوضع الالتزامات المرتبطة بالمجلس فوق المصالح الشخصية.

9- الحفاظ على سمعة المجلس والالتزام بقواعد الاحترام للأشخاص وللمؤسسة:

يلتزم عضو المجلس بما يأتي:

- الامتناع عن تشويه سمعة ومصداقية المجلس،
- تفادي كلّ سلوك غير مشرف وغير نزيه ومخلّ بالأداب العامة واحترام الغير،
- الالتزام باحترام الجميع والتصرّف بلباقة وحكمة وموضوعية وحيادية وتجرّد أثناء مخاطبة الغير شفهيًا، وذلك وفق متطلبات العادات والأعراف المهنية،
- التحلي بالتهذيب خلال التعاملات الواقعة مع الغير أثناء أداء المهام،

- الامتناع عن تشويه سمعة الغير شخصيا أو مهنيا، بإصدار ملاحظات خطية أو شفوية عنهم، ، أو التقليل من شأنهم أو خبرتهم ومهارتهم،
- احترام حقوق الغير في جو خال من التمييز والمضايقة والتحرش والعنف والألفاظ غير اللائقة،
- التعامل مع الغير ومشاركتهم الآراء بمهنية عالية وتقديم المساعدة حيثما أمكن لحل المشكلات التي يمكن تواجهم،
- تكريس روح العمل الجماعي والتشاورى في إطار القيم الأخلاقية المنصوص عليها بموجب هذا الميثاق،

10- التنسيق بين أعضاء المجلس وإطارته ومستخدميه:

- يلتزم عضو المجلس، في إطار القوانين المعمول بها، بالتنسيق والعمل والتعاون مع إدارات المجلس ومستخدميه في جو الاحترام المتبادل والتقدير الأخوي والتكامل المهني،
- لا يجوز التمييز بين أعضاء المجلس وإطارته ومستخدميه بسبب آرائهم أو جنسهم أو أصلهم أو بسبب أيّ ظرف من ظروفهم الشخصية أو الاجتماعية.

11- الحفاظ على أملاك وممتلكات المجلس والصحة والنظافة العامة:

- يجب المحافظة على ممتلكات المجلس في إطار ممارسة المهام، مهما كانت طبيعتها،
- يجب أداء المهام بطريقة تضمن صحة مكان العمل وسلامته، وسلامة الجميع.

12- سلامة وسريّة المعطيات والأنظمة المعلوماتية:

- يجب على عضو في المجلس، مؤهّلٍ للدخول إلى المعطيات المعلوماتية، أن يحرص على احترام السريّة، بحيث لا يمكنه استعمال هذه المعطيات إلا في حدود الوظائف المخوّلة له، وذلك في حدود ما تقتضيه ضرورة المصلحة،

- يجب الامتناع عن كلّ إفشاء غير شرعي للمعلومات أو الملفات الالكترونية، كما يجب أن يكون الدخول إلى النظام المعلوماتي محصنا وأن تبقى رموز الدخول إلى النظام سرية وشخصية وغير قابلة للإفشاء مهما كان السبب،
- يمنع تسريب المعلومات، مهما كانت طبيعتها، عبر وسائل التواصل الاجتماعي.

حرر بالجزائر في 25 رمضان عام 1443 الموافق 26 أبريل سنة 2022.